

Les paiements en services ont continué de s'élever en 1960 (environ 2 p. 100 de plus qu'en 1959). Le gros de l'augmentation tient à deux postes: tourisme et services divers. Le total des paiements d'intérêts et de dividendes est demeuré à peu près le même. Le chiffre net considérable des ventes d'obligations des provinces, municipalités et sociétés en 1959 et durant le premier semestre de 1960 a beaucoup haussé le chiffre des intérêts. Par contre, les dividendes ont baissé. La baisse, concentrée dans le dernier trimestre de 1960, tient aux remises plus petites d'un certain nombre de grandes sociétés canadiennes aux sociétés-mères étrangères.

Les dépenses publiques en biens et services en 1960 sont estimées à 6.7 milliards (augmentation de 5 p. 100 sur 1959). L'augmentation tient entièrement aux gouvernements provinciaux et municipaux; les dépenses fédérales ont progressé modérément. Le gros de l'avance de 13 p. 100 des dépenses provinciales est d'ordre routier, bien qu'une foule d'autres œuvres provinciales dans le domaine des travaux publics, de la mise en valeur, de la santé et de l'enseignement y aient aussi contribué. Les dépenses municipales se sont accrues (10 p. 100) à cause de l'augmentation des traitements et salaires et des immobilisations.

Les dépenses militaires fédérales n'ont presque pas varié, mais les sommes consacrées à d'autres fins ont beaucoup baissé. Le recul tient, en particulier, à la réduction des immobilisations, à la liquidation des stocks de l'Office de stabilisation des prix agricoles et à la réduction des paiements au titre du Plan de Colombo.

Les transferts des gouvernements aux particuliers en 1960 ont augmenté de 13 p. 100. Une large tranche de l'augmentation de 11 p. 100 des transferts fédéraux découle de l'avance des prestations d'assurance-chômage (+75 millions) à cause non seulement de l'aggravation du chômage, mais aussi des modifications apportées à la loi sur l'assurance-chômage en 1959, modifications qui ont prolongé la durée des prestations et relevé le taux des prestations de certaines classes d'assurés. Les paiements aux producteurs de céréales de l'Ouest (+38 millions) et aux universités (+29 millions) se sont aussi fort accrues. Les paiements aux titres de la Sécurité de la vieillesse et des allocations familiales ont continué d'augmenter (environ 15 millions dans chaque cas). Les transferts provinciaux ont progressé en 1960 (18 p. 100). Cela tient à l'accroissement des secours directs, des paiements aux invalides ainsi qu'aux vieillards et aveugles et des subventions aux hôpitaux, universités et œuvres de bienfaisance.

Ces variations de la dépense ainsi que les paiements plus élevés d'intérêt sur la dette publique et l'augmentation des subventions ont fait augmenter le total des dépenses nettes d'environ 8 p. 100. D'autre part, les recettes ont progressé de 5 p. 100 à cause de l'augmentation des impôts directs frappant les particuliers (par suite du relèvement des taux applicable à toute l'année) et de l'augmentation des impôts directs par suite du relèvement des taxes d'accise fédérales et de l'augmentation des impôts fonciers municipaux. Les revenus des placements et les cotisations patronales-salariales aux caisses d'assurances sociales et aux caisses de pension publiques se sont aussi fort accrues. Il y a eu, cependant, baisse importante des impôts des sociétés et léger recul des droits de douane. Par suite de l'augmentation de 5 p. 100 des recettes et de 8 p. 100 des dépenses, le déficit général des transactions des gouvernements (au sens des Comptes nationaux) s'est accru à 800 millions de dollars. Dans le dernier trimestre de l'année, le déficit de l'ensemble des gouvernements atteignait un taux annuel désaisonnalisé de plus du milliard.

**Éléments du produit national brut.**—La rémunération des salariés a continué de monter en 1960, mais à un taux beaucoup plus bas que l'année précédente. L'avance de 4 p. 100 fait contraste avec celle de près de 8 p. 100 de 1959. L'accroissement de 1960 tient à une augmentation de près de 2.5 p. 100 du nombre des salariés et à la moyenne plus élevée du gain horaire dans plusieurs industries. La plupart des industries principales ont participé à l'accroissement. Font exception la construction, les mines et les transports où la rémunération n'a pas varié ou a baissé légèrement. Le niveau de l'emploi dans ces industries a fléchi beaucoup en 1960. L'avance la plus importante de la rémunération